



**HAL**  
open science

# Et pourtant, on en parle... La présence inoffensive de l'environnement dans la campagne présidentielle

Esther Hathaway, Simon Persico

► **To cite this version:**

Esther Hathaway, Simon Persico. Et pourtant, on en parle... La présence inoffensive de l'environnement dans la campagne présidentielle. 2022. halshs-03822317

**HAL Id: halshs-03822317**

**<https://shs.hal.science/halshs-03822317v1>**

Submitted on 19 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Et pourtant, on en parle... La présence inoffensive de l'environnement dans la campagne présidentielle

Etty Hathaway, doctorante en science politique, Pacte, Sciences Po Grenoble - UGA

Simon Persico, professeur de science politique, Pacte, Sciences Po Grenoble – UGA

Article paru dans The Conversation, 6 avril 2022. <https://theconversation.com/et-pourtant-on-en-parle-un-peu-plus-lenvironnement-dans-la-campagne-presidentielle-2022-180695>

Des dizaines de milliers de personnes ont battu le pavé le weekend du 12 mars dans le cadre de la marche pour le climat. Intitulée « Look Up », en référence au film à succès, son objectif était d'exhorter les candidates et candidats présidentiels à prendre des engagements clairs et ambitieux face au changement climatique. Elle devrait prendre une forme similaire le [9 avril](#), à la veille du premier tour. Ces rassemblements marquent la volonté des activistes du mouvement climat, qui a connu un pic en 2018 et 2019 à la suite des premières grèves pour le climat (de Moor *et al.*, 2020), de relancer la mobilisation. Celle-ci avait fléchi face à la succession d'évènements focalisants (Birkland, 1998) que sont les Gilets jaunes, le Covid, puis, plus récemment, la guerre en Ukraine.

Et pourtant, entre les Marches pour le climat de 2018 et la campagne de 2022, la gravité des problèmes liés au climat ou à la biodiversité n'a pas diminué, comme en attestent les rapports du GIEC qui se font de plus en plus précis et pessimistes sur l'ampleur des bouleversements à venir. Face à ces menaces, les activistes du climat partagent l'impression d'un désintérêt des candidats et des médias, dont témoignerait, par exemple, le fait que moins de 5% du contenu des journaux télévisés soit consacré à la crise climatique, selon les données mises en avant par le collectif [Media Climat](#) – qui note d'ailleurs un pic d'attention autour de la marche *Look Up* le 12 mars.

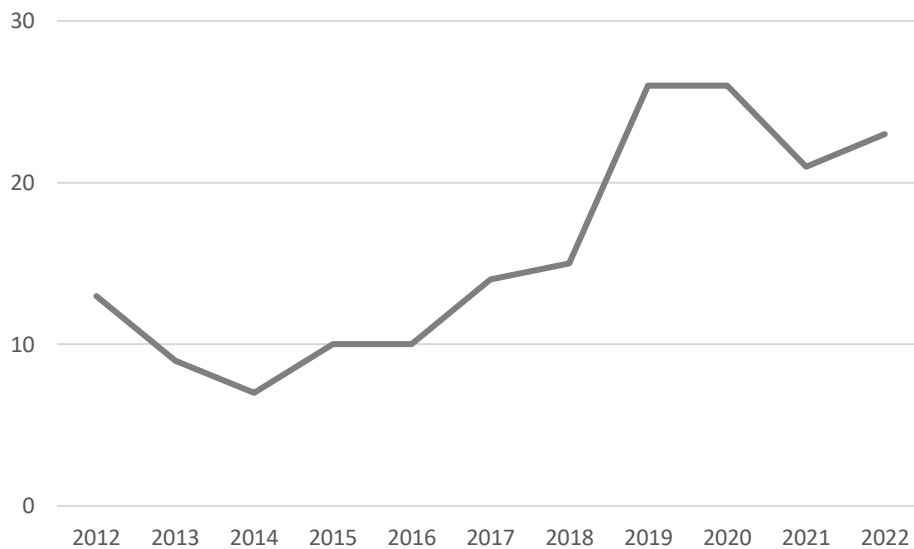
Qu'en est-il réellement ? L'environnement est-il absent de la campagne ? Et comment les différents candidats et candidates prennent-ils position sur ces enjeux ? Cet article répond à ces questions en montrant que les enjeux d'environnement et d'énergie bénéficient d'une attention moyenne élevée et inédite, dans les médias comme dans les programmes présidentiels. L'impression de désintérêt se justifie toutefois par le fait que la majorité des candidats, et les favoris du second tour en premier lieu – Emmanuel Macron et Marine Le Pen – adoptent une stratégie d'accommodement qui les mènent à formuler des propositions générales, floues et souvent consensuelles, loin des attentes de plus en plus claires formulées par les scientifiques. Elle se justifie aussi par la division et l'absence de perspective de victoire des deux candidats qui portent le plus fortement ces enjeux – Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon.

### Des enjeux plus prioritaires que par le passé

Les années 2018-2019 ont vu un mouvement significatif de l'opinion publique française en matière d'écologie. Si celui-ci s'est légèrement tassé, alors que les enjeux sanitaires et, plus récemment, le pouvoir d'achat, se sont invités au sommet des priorités citoyennes, une part importante des personnes interrogées – une personne sur 4 environ – considère que l'environnement fait partie des enjeux les plus importants. Le souci de l'environnement fait partie du quart de tête des enjeux les plus importants depuis quatre ans. Le constat selon

lequel le réchauffement climatique est du à l'activité humaine et largement partagé (68% des personnes interrogées). Quatre personnes interrogées sur cinq désirent que le gouvernement « prenne des mesures rapides et énergiques pour faire face à l'urgence environnementale », même si ces mesures exigeraient des modifications dans les modes de vie des citoyens (enquête Fractures françaises, 2021).

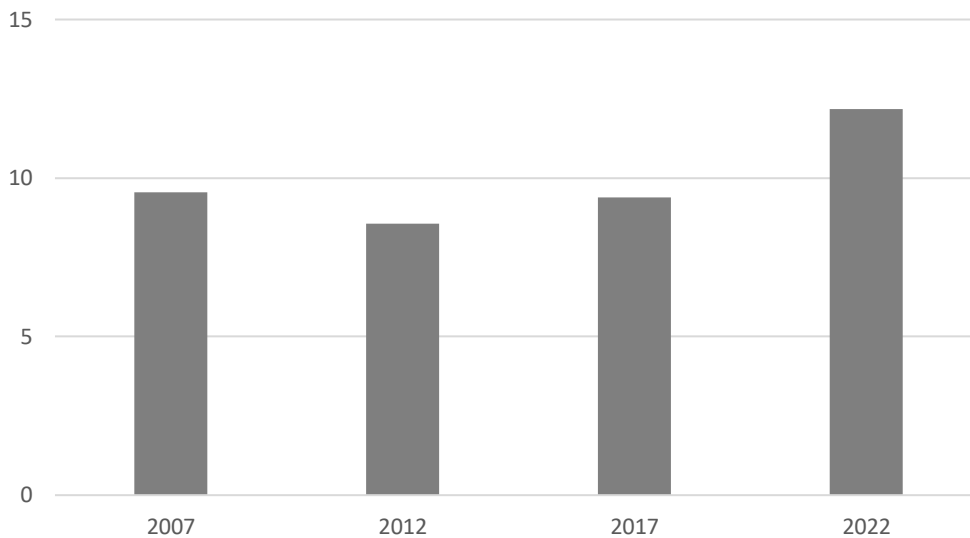
**Figure 1. Personnes déclarant que l'environnement fait partie des deux enjeux les plus importants (%)**



Source : ADEME (Enquête Représentations sociales du changement climatique), Cevipof (ENEF 2022)

A cette prise de conscience dans l'opinion publique correspond une augmentation de la visibilité des enjeux environnementaux dans les médias, dont témoigne la Figure 2 ci-dessous, qui représente l'évolution de l'attention accordée à l'écologie dans la presse écrite lors des 6 mois précédant le dernier mandat. Mais la hausse d'attention reste limitée (+3 points environ par rapport aux campagnes de 2007, 2012 et 2017) et le traitement médiatique de ces enjeux reste principalement marqué par une approche consensuelle et dépolitisée, comme l'avait montré Jean-Baptiste Comby (2015). Pour de nombreux citoyens soucieux de l'avenir de la planète (et de l'humanité), cela demeure insuffisant.

Figure 2. Attention accordée à l'écologie dans la presse lors des 6 mois précédant le premier tour (%)



Source : Europresse : présence des termes « climat », « écologie », « environnement » ou « pollution » dans La Croix, le Figaro, Libération et Le Monde.

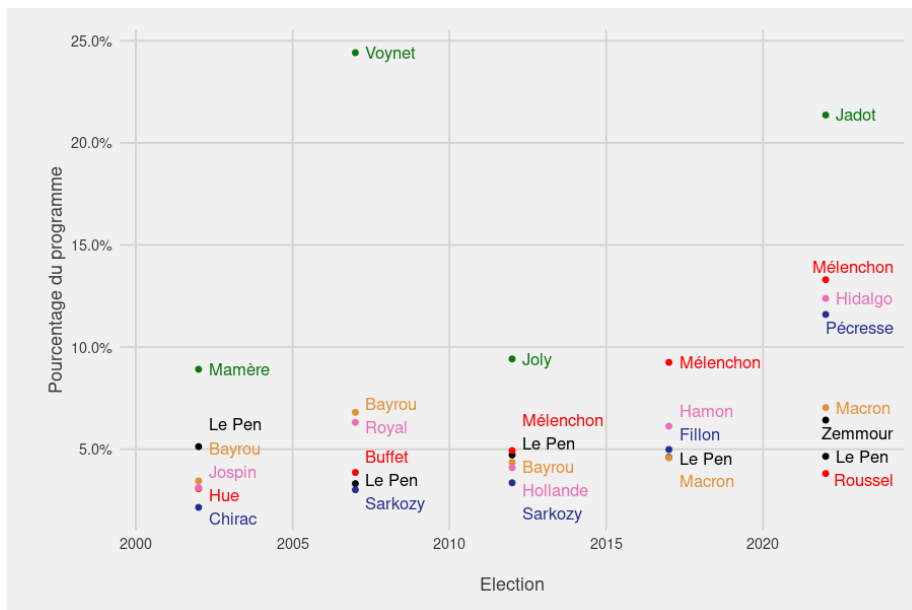
### La place inédite de ces enjeux dans les programmes

En réponse, aucun candidat ne se montre muet sur les questions environnementales – cela avait pu être le cas par le passé. La Figure 3, ci-dessous, qui représente la part des enjeux d'environnement et d'énergie dans les programmes présidentiels depuis 1995, est explicite : 2022 est marquée par une visibilité inédite dans l'ensemble des programmes. Tous soulignent la nécessité de l'action gouvernementale ; aucun – à l'exception de quelques sorties d'Eric Zemmour en début de campagne<sup>1</sup> – n'adopte de positions explicitement climato-sceptiques ou remettant en doute la nécessité d'agir. On note que Valérie Pécresse (11%), Anne Hidalgo (12%), Jean-Luc Mélenchon (14%) et surtout Yannick Jadot (22%) montrent un intérêt plus prononcé que les autres. Cette hiérarchie correspond d'ailleurs peu ou prou aux différentes évaluations des programmes réalisées par différentes organisations environnementales, comme le [Réseau Action Climat](#) ou le [Shift Project](#), qui évoluent plutôt favorablement les programmes des candidats insoumis et écologiste.

---

<sup>1</sup> Dans une [Tribune](#) pour Le Figaro, celui qui était alors journaliste se pose en défenseur de « la France du grand remplacement et du grand déclassement » contre « la France du "grand réchauffement" », une position qu'il réitère à plusieurs reprises dans des interviews et débats, une fois candidats. La formule est là pour instiller le doute sur la réalité et la gravité du phénomène mais montre aussi qu'Eric Zemmour ne fait même pas semblant de s'accommoder avec l'écologie. Il admet désormais se situer du côté du camp anti-environnemental. La droite plus ou moins extrême aux Etats-Unis avait montré le chemin depuis bien longtemps.

Figure 3. Saillance des enjeux relatifs à l'environnement ou à l'énergie dans les programmes des candidats



Source : [Poliverse](https://www.poliverse.com), Comparative Agendas Project

### Des propositions générales et floues ; le nucléaire et les éoliennes comme rare pomme de discord

Si l'on s'intéresse aux positions prises dans ces programmes, qu'il serait impossible de lister dans cet article, on constate que trois thèmes dominent : on retrouve ici la logique du tunnel de l'attention – le fait que les débats se concentrent sur un ensemble limité d'enjeux (Grossman et Guinaudeau, 2021). Nous présentons ces thèmes par ordre croissant d'attention en finissant par la question de l'origine de la production électrique, la plus visible et sur laquelle l'affrontement est le plus explicite entre les candidats.

D'abord, à l'exception de celui de Marine Le Pen, tous les programmes évoquent la protection de la nature, que ce soit dans le cadre du combat pour le « vivant », chez Yannick Jadot, ou dans le but patriotique de protéger « la beauté de nos paysages » chez Eric Zemmour. A. Hidalgo et Y. Jadot souhaitent promulguer une loi contre l'écocide, et Y. Jadot, J.-L. Mélenchon, F. Roussel et V. Pécresse souhaitent protéger la biodiversité marine. Tous les candidats de gauche expriment leur souhait d'accompagner des agriculteurs vers la transition écologique. Même E. Zemmour promeut l'agriculture biologique et souhaite interdire certains pesticides. Seule la chasse suscite des positions antagonistes. Y. Jadot souhaite interdire la chasse les week-ends et lors des vacances scolaires et J.-L. Mélenchon interdire les méthodes de chasse cruelles, mais les autres candidats, muets sur cette question dans les programmes, tendent à défendre le statu quo dans la campagne.

Un autre enjeu présent dans les programmes est celui de la décarbonation de l'économie française. Tous les candidats reconnaissent le besoin de sortir des énergies fossiles, et ils ont tous une solution à soumettre—que ce soit via le nucléaire, nous y reviendrons, les énergies renouvelables, la mobilité douce ou des formes de taxe carbone. Les propositions en la matière sont souvent floues et générales, marquant une volonté de brouiller les pistes ou de ne prendre aucun risque (Rovny, 2012). Plusieurs candidats se réfèrent à l'objectif fixé par la

loi énergie-climat, qui vise à atteindre zéro émission nette à l'horizon 2050, mais les engagements ne sont ni précis, ni crédibles, comme l'ont indiqué les organisations environnementales qui ont évalué les programmes ou les réponses des candidats.

La question de la production électrique est celle qui domine l'ensemble des programmes. Et c'est aussi celle qui suscite le plus clair désaccord. D'un côté, A. Hidalgo, Y. Jadot et J.-L. Mélenchon insistent sur la possibilité de s'engager vers 100 % d'énergies renouvelables, incluant la biomasse et le photovoltaïque (Jadot) ou bien la géothermie et les énergies maritimes (Mélenchon). Ces candidats prônent également l'installation de nombreuses éoliennes. A l'inverse, leurs concurrents de droite et d'extrême droite dénoncent le développement de ces énergies intermittentes accusées d'abîmer les paysages, alors même que l'énergie éolienne constitue une part importante de tous les scénarios visant la neutralité carbone en 2050, qu'ils soient produits par [RTE](#) ou l'[ADEME](#). Emmanuel Macron se prononce en faveur de l'énergie éolienne.

*Et en même temps*, il est favorable à la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires. De fait, le nucléaire civil est présent dans cette campagne comme jamais auparavant (Brouard *et al.*, 2013). La majorité des candidats s'engagent ainsi à une relance du programme de construction de nouveaux réacteurs. Pour E. Macron, il s'agit d'un revirement par rapport à 2017, annoncé dès 2021. Pour la droite et l'extrême droite, il y a moins de surprise : elles prolongent ce qui a toujours été leur position. Du côté de la gauche et des écologistes, il n'y a pas de consensus autour de cette technologie. Le Parti communiste, qui avait entamé une évolution sur la question, retrouve, à travers le programme de Fabien Roussel, une position très favorable à l'atome. Pour Anne Hidalgo, le nucléaire doit servir d'« énergie de transition », avec une sortie progressive après 2050. Yannick Jadot prolonge l'opposition d'une famille politique qui s'est construite sur l'opposition à cette énergie, en France comme dans de nombreux pays européens (Kitschelt, 1989). Jean-Luc Mélenchon se prononce lui aussi pour une sortie du nucléaire, même s'il s'est déclaré ouvert à l'idée d'un référendum sur le sujet [au cours de la campagne](#), retrouvant ainsi la position qui était la sienne lors des derniers scrutins.

### **Des sujets absents**

Si les phrases emphatiques et générales pour souligner l'urgence écologique ne manquent pas, il reste que les programmes omettent de nombreuses questions. Certaines émissions n'attirent pas l'attention des candidats : il s'agit des émissions importées, dues à la production et au transport des biens importés ou des émissions de méthane, le deuxième gaz à effet de serre après le carbone. De même, alors que l'adaptation au réchauffement climatique est un axe majeur souligné par le dernier rapport du Giec, tous les programmes se concentrent sur la mitigation, alors même que [la majorité des Français sont déjà touchés](#) par les conséquences des événements naturels dus au changement climatique.

Enfin, à l'exception des programmes de Y. Jadot et J.-L. Mélenchon, les liens entre la crise écologique et les inégalités sociales, très présents lors des marches pour le climat et dans le dernier rapport du Giec, ne sont presque jamais développés, tout comme la question des migrations climatiques.

Dans l'ensemble, l'impression laissée à la lecture des programmes est celle d'une grande confiance dans les innovations et la croissance économique pour régler le défi écologique, ainsi que la volonté de ne pas agir trop prestement sur la question environnementale. La plupart des promesses se situent dans la continuité des actions déjà mises en place par l'UE ou par le gouvernement français. Cette continuité peut être rassurante : il n'est ni efficace ni dans l'intérêt national de bouleverser les politiques environnementales tous les cinq ans, surtout quand la majorité de la population française [se méfie de la compétence du gouvernement](#) pour gérer la question environnementale.

Connaissant la gravité de la crise en cours et à venir, cette inertie des institutions et de la vie politique française peut susciter quelque inquiétude. Quinze ans après le Grenelle de l'environnement, la visibilité des questions écologiques s'est accrue, mais le niveau de généralité et de *wishful thinking* est resté étonnamment stable. Les rares candidats, à gauche de l'échiquier politique, qui marquent leur volonté de rompre avec le productivisme n'ont pas réussi à imposer de propositions environnementales marquantes dans le débat public, pour des raisons liées à leur division qui a entraîné l'éparpillement des citoyens les plus soucieux du climat. Il y avait pourtant urgence.

## Références

- Birkland, Thomas A. 1998. « Focusing Events, Mobilization, and Agenda Setting », *Journal of Public Policy*, 18, 1 : 53-74.
- Brouard, Sylvain, Florent Gougou, Isabelle Guinaudeau et Simon Persico. 2013. « Un effet de campagne : le déclin de l'opposition des Français au nucléaire en 2011-2012 », *Revue française de science politique*, 63, 6 : 1051-1079.
- Comby, Jean-Baptiste. 2015. *La question climatique: genèse et dépolitisation d'un problème public*. Paris, Raisons d'agir.
- Grossman, Emiliano et Isabelle Guinaudeau. 2021. *Do Elections (Still) Matter?: Mandates, Institutions, and Policies in Western Europe*. Oxford, Oxford University Press.
- Kitschelt, Herbert. 1989. *The Logics of Party Formation: Ecological Politics in Belgium and West Germany*. Ithaca, Cornell University Press.
- de Moor, Joost, Michiel de Vydt, Katrin Uba et Mattias Wahlström. 2020. « New kids on the block: taking stock of the recent cycle of climate activism », *Social Movement Studies*, 0, 0 : 1-7.
- Rovny, Jan. 2012. « Who Emphasizes and Who Blurs? Party Strategies in Multidimensional Competition », *European Union Politics*, 13, 2 : 269-292.